

INSTRUCTION

N° 07-017-A7 du 20 février 2007

NOR : BUD R 07 00017 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RACHAT DES ANNÉES D'ÉTUDES

ANALYSE

Modalités d'émission et de recouvrement des titres de perception
émis au titre du rachat d'années d'études

Date d'application : 20/02/2007

MOTS-CLÉS

RECOUVREMENT ; PRODUITS DIVERS ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; RACHAT ;
PENSION ; TITRE DE PERCEPTION ; RETENUE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 05-041-A7 du 22 septembre 2005

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	COM	RF	T								

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4B

Par instruction n° 05-041-A7 du 22 septembre 2005, je vous ai fait part des modalités d'émission et de recouvrement des titres de perception émis dans le cadre du rachat d'années d'études.

Plusieurs trésoriers-payeurs généraux ont appelé mon attention sur des pratiques diverses, notamment en ce qui concerne l'application de la majoration mentionnée à l'alinéa 3 du c/ de l'article 5 du décret n° 2003-1308 qui prévoit « *qu'en cas d'échelonnement sur plus d'une année, le montant des versements dus à partir de la deuxième année est majoré conformément à l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix [...].* ».

Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de la lettre ci-jointe diffusée à l'ensemble des services gestionnaires des pensions des ministères.

Cette lettre informe ces services qu'il convient d'homogénéiser le recouvrement concernant le rachat des années d'étude, en considérant que :

☞ *La prise en compte de la majoration a pour conséquence une augmentation de la dette en euros courants :*

Par conséquent, et en cas d'échelonnement des versements sur plus d'une année, le plan de financement prévoyant les échéances et les montants des versements ne peut avoir qu'une valeur indicative. En effet, la majoration de la retenue étant calculée sur la base de l'indice des prix à la consommation différent chaque année, elle ne peut être calculée définitivement lors de l'établissement du plan.

C'est notamment pour cette raison que j'avais indiqué, dans l'instruction du 22 septembre 2005 précitée, que l'émission d'un titre de perception unique dès l'origine n'était pas possible étant donné que le montant de la créance est appelé à évoluer.

☞ *Pour tenir compte de cette revalorisation, l'émission des titres de perception doit donc s'inscrire dans le cadre de l'année civile :*

Le calcul de la majoration est adossé à la périodicité de la loi de finances : seul le cadre de l'année civile permet donc une prise en compte effective de la majoration.

Afin que les retenues soient effectuées pour des montants corrigés conformément à l'évolution de l'indice des prix, les titres de perception seront maintenant émis en tenant compte de cette revalorisation pour chaque année civile.

Dans le but d'éviter les difficultés liées au chevauchement sur deux années civiles, le dispositif comporte, à l'issue de la période de douze mois faisant l'objet du premier titre (mensualités ne faisant pas l'objet de majoration), l'émission d'un titre de perception dont le montant est constitué des n montants mensuels pour la période allant jusqu'au 31 décembre de l'année, et au cours des années suivantes, l'émission d'un titre de perception par année civile dont le montant est majoré suivant l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix.

☞ *Le dispositif retenu pour les titres de perception déjà émis prévoit que :*

- les titres déjà émis ne feront l'objet d'aucune procédure d'annulation ou de réduction ;
- pour les titres déjà émis et se chevauchant sur deux années civiles, les ordonnateurs ont la possibilité de s'ajuster sur l'année civile en émettant, quand le 12^{ème} précompte du titre émis l'année précédente prend fin, un nouveau titre de perception d'un montant majoré (N échéances multipliées par l'indice des prix), pour la période de prélèvements restant à courir jusqu'au 31/12 de l'année considérée ;
- le rattrapage et la prise en compte des majorations conformément à l'indice des prix peuvent s'effectuer par l'émission de titres de perception complémentaires lorsque qu'aucune majoration n'a été prise en compte dans le cadre du plan de financement.

Enfin, s'agissant de la comptabilité, je vous informe que *tous* les titres relatifs au rachat d'années d'études s'imputent à compter de 2007 sur les comptes et spécifications suivants :

- *Pour les personnels civils* : spécification 781.231 compte 423 4 « Rachats d'années d'études » ;
- *Pour les militaires* : spécification 781.238 compte 423 4 « Rachats d'années d'études ».

À titre d'information, le taux correspondant à l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation hors du tabac prévue dans le rapport économique, social et financier annexé à la loi de finances des années 2005, 2006 et 2007 est 1,7 % en 2005 et 1,8 % en 2006 et 2007.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

ETIENNE EFFA

ANNEXE : Lettre n° 04071 du 1^{er} février 2007

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Montreuil, le 1^{er} février 2007

4ÈME SOUS-DIRECTION
BUREAU 4B
10 RUE AUGUSTE BLANQUI
93186 MONTREUIL CEDEX

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DE L'INDUSTRIE

À

Affaire suivie par F.VICENS
Tél : 01.41.63.54.16
Fax : 01.41.63.54.10
Mél : frederic.vicens@cp.finances.gouv.fr

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT, MESDAMES ET
MESSIEURS LES MINISTRES, LES MINISTRES
DÉLÉGUÉS ET LES SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Direction des Affaires Financières

OBJET : Rachat des années d'études.

Par lettre n° 35161 du 12 septembre 2005, je vous ai fait part des modalités d'émission et de recouvrement des titres de perception émis dans le cadre du rachat d'années d'études.

La pratique a fait apparaître deux difficultés : la prise en compte de la majoration en cas d'échelonnement de la dette et sa conséquence sur le montant de la dette, et le cadre annuel d'émission des titres de perception.

L'examen de ces difficultés permet de préciser le cadre juridique pour les futurs dossiers consécutifs à des demandes de rachat d'annuités d'étude.

I La prise en compte de la majoration a pour conséquence une augmentation de la dette en euros courants

Il est apparu que la notion de « majoration des retenues conformément à l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation hors du tabac », entraîne des pratiques diverses ayant un impact direct sur les sommes finales dues par les fonctionnaires qui procèdent au rachat d'années d'études, et donc un traitement inégalitaire.

L'alinéa 3 de l'article 5 du décret n°2003-1308 du 26 décembre 2003 pris pour application de la loi 2003 du 21 août 2003 indique qu'« *En cas d'échelonnement sur plus d'une année, le montant des versements dus à partir de la deuxième année est majoré conformément à l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix à la consommation hors du tabac prévue dans le rapport économique, social et financier annexé à la loi de finances pour l'année considérée* ».

ANNEXE (suite)

En conséquence, l'adhésion à la possibilité de paiement par des versements échelonnés emporte automatiquement l'application de la règle de majoration des versements.

En effet, la majoration a pour but de maintenir constante la valeur réelle des versements compte tenu de l'échelonnement.

L'application de la majoration est donc primordiale financièrement en terme d'équité de traitement des dossiers des fonctionnaires ayant opté pour le rachat de leurs années d'études.

Elle nécessite une homogénéisation du recouvrement du rachat des années d'études selon les principes suivants :

- L'application de la majoration prévue à l'article 3 du décret n°2003-1308 du 23 décembre 2003 entraîne une augmentation en euros courants du total des versements acquittés au final par le fonctionnaire qui rachète des années d'études ;
- En cas de versements échelonnés sur plus d'une année, il convient d'indiquer au fonctionnaire intéressé que le plan de financement prévoyant les échéances et les montants des versements n'a qu'une valeur indicative. En effet, la majoration de la retenue étant calculée chaque année sur la base de l'indice des prix à la consommation ayant servi à l'élaboration de la loi de finances de l'année considérée, elle ne peut être calculée définitivement lors de l'établissement du plan.

II Pour tenir compte de cette revalorisation, l'émission des titres de perception doit s'inscrire dans le cadre de l'année civile

La lettre du 12 septembre 2005 précitée préconisait l'émission par vos services d'un titre par an en fonction de l'indice des prix.

Plusieurs services gestionnaires m'ont indiqué que cette solution se heurtait au fait que l'émission du premier titre, concernant des échéances majorées et intervenant à l'issue des douze premiers mois, pouvait avoir lieu tout au long de l'année.

Il résulte de l'application de cette méthode que, si les titres sont émis pour des périodes d'un an, ces derniers chevauchent deux années civiles et ne peuvent alors pas prendre en compte la majoration applicable au 1er janvier de l'année.

Il apparaît en l'espèce que le calcul de la majoration est adossé à la périodicité de la loi de finances : seul le cadre de l'année civile permet donc une prise en compte effective de la majoration.

Aussi, afin que les retenues soient effectuées pour des montants corrigés conformément à l'évolution de l'indice des prix, il convient que l'ensemble des services gestionnaires majorent les montants des échéances en fonction de cet indice, et que les ordonnateurs émettent des titres de perception tenant compte de cette revalorisation pour chaque année civile.

En effet, dans le but d'éviter les difficultés liées au chevauchement sur deux années civiles, le dispositif comporte, à l'issue de la période de douze mois faisant l'objet du premier titre (mensualités ne faisant pas l'objet de majoration), l'émission d'un titre de perception dont le montant est constitué des n montants mensuels pour la période allant jusqu'au 31 décembre de l'année, et au cours des années suivantes, l'émission d'un titre de perception par année civile dont le montant est majoré suivant l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix.

ANNEXE (suite)

De manière concrète, et pour tout nouveau dossier, le déroulement des opérations s'effectuera désormais comme suit :

- Émission d'un titre de perception pour le paiement correspondant à la cotisation due au titre d'un trimestre et qui fait l'objet d'un versement particulier ;
- émission d'un titre de perception correspondant à la période des douze premiers mois, permettant des retenues (12 précomptes) qui ne font pas l'objet de majoration (mensualités sans intérêt) ;
- à partir de la 13ème mensualité, émission d'un titre de perception d'un montant revalorisé (N échéances multipliées par l'indice des prix), pour la période de prélèvements restant à courir jusqu'au 31/12 de l'année considérée ;
- puis, émission d'un titre par année civile dont le montant majoré (12 échéances multiplié par l'indice des prix) permettra des retenues revalorisées ;
- pour la dernière année, émission d'un titre dont le montant majoré correspond au nombre de mensualités compris entre celle de janvier de la dernière année civile et la dernière mensualité.

III Dispositif retenu pour les titres de perception déjà émis

1) La remise en question des titres déjà émis est inopportune

Deux modes d'émission de titres ont été utilisés :

- ☐ émission d'un titre unique pour toute la durée du plan ;

ou

- ☐ émission de titres annuels (pour une période de douze mensualités), mais qui se chevauchent sur 2 années civiles.

Une « régularisation » de ces titres aurait pour conséquence d'une part, des émissions de titres d'annulation/réduction préalablement à de nouvelles émissions de titres, et, d'autre part, se révélerait très compliquée et lourde à mettre en œuvre compte tenu de l'exigence d'une parfaite coordination de l'émission de ces différents titres.

Enfin, toutes ces modifications, annulations, réémissions de titres risqueraient de paraître intempestives, voire complètement incompréhensibles pour le fonctionnaire rachetant des annuités d'étude.

C'est pourquoi il est préférable de « geler » la situation en ne procédant pas aux annulations/réductions des titres déjà émis.

2) Pour les titres déjà émis et se chevauchant sur deux années civiles

En utilisant le dispositif décrit au II, il est possible de recaler sur l'année civile la période d'application des majorations.

En effet, il suffit que le service gestionnaire émette, quand le 12ème précompte du titre émis l'année précédente prend fin, un nouveau titre de perception d'un montant majoré (N échéances multipliées par l'indice des prix), pour la période de prélèvements restant à courir jusqu'au 31/12 de l'année considérée.

ANNEXE (suite et fin)

Ensuite, l'émission d'un titre par année civile dont le montant majoré (12 échéances multiplié par l'indice des prix) permettra des retenues revalorisées.

3) Le rattrapage et la prise en compte des majorations conformément à l'indice des prix peuvent s'effectuer par l'émission de titres de perception complémentaires

Cette possibilité vise les cas où aucune majoration n'a été prise en compte dans le cadre du plan de financement.

- *le rattrapage des majorations dues au titre des années précédentes et n'ayant pas été prises en compte :*

Il s'effectue par l'émission d'un titre global dont le montant est composé de la majoration due au titre de chaque année non prise en compte.

Le montant du titre fera l'objet de précomptes et devra être impérativement soldé au 31 décembre de l'année d'émission du titre afin d'éviter tout chevauchement d'année civile.

- *la prise en compte de la majoration jusqu'à la fin du plan :*

☐ Lorsque le rattrapage aura été effectué, et s'il a été mis fin au chevauchement d'années civiles par application du dispositif prévu au 2), la majoration sera comprise chaque année dans le titre émis dans le cadre de l'année civile.

☐ Lorsque le rattrapage aura été effectué, et s'il s'agit d'un titre de perception unique émis dès l'origine ou s'il n'a pas été mis fin au chevauchement d'années civiles, il convient de prendre en compte la majoration des versements sans retard en procédant à l'émission d'un titre de perception pour chaque année civile et correspondant au montant de la majoration des versements conformément à l'évolution prévisionnelle de l'indice des prix de l'année considérée.

Pour la dernière année, il convient de procéder à l'émission d'un titre pour le nombre de mensualités restant dues, dont le montant correspond à la majoration induite par application de l'indice des prix au nombre de mensualités de l'année.

IV Comptabilité

Je vous informe que tous les titres relatifs au rachat d'années d'études s'imputent à compter de 2007 sur les comptes et spécifications suivants :

- Pour les personnels civils : spécification 781.231 compte 423 4 « Rachats d'années d'études » ;
- Pour les militaires : spécification 781.238 compte 423 4 « Rachat d'années d'études ».

Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la diffusion de cette présente lettre auprès de l'ensemble des services gestionnaires de pensions de votre ministère

